

# LA REVOLUT

En Mai 1968, le pouvoir est à portée de la main.

Le Capitalisme français se trouve paralysé par la plus puissante vague gréviste de son histoire. Dix millions de travailleurs ont brusquement fait irruption sur la scène politique et réclament des comptes. Le drapeau rouge flotte sur les entreprises occupées. Les armes de la critique sont braquées sur l'ancien ordre des choses. La lutte se situe d'emblée sur le plan politique. Les travailleurs ont conspué les dirigeants syndicaux qui prétendaient vendre leur révolte contre un plat de lentilles. Ils se battent pour que « ça change ». Ils veulent la peau du régime.

L'Etat bourgeois est en pleine désagrégation. Les possédants, les officiels, les galonnés, tous les despotes locaux, flairant la trempette, rentrent dans leur coquille. Le pouvoir gaulliste accumule gaffes sur gaffes. Vendredi 24 mai, avec l'annonce d'un nouveau plébiscite, tous les records sont battus. Un vent de panique se lève dans les hautes sphères. Les ministres songent à démissionner. Des hauts fonctionnaires s'interrogent sur l'avenir politique du régime. Dans le doute, ils rompent les négociations avec les Centrales ouvrières. Les syndicats de la Police protestent publiquement contre la légèreté avec laquelle le gouvernement engage les forces de l'ordre dans une répression que personne n'approuve et menacent de passer à « l'action directe » pour satisfaire leurs revendications ! Dans les milieux bien informés on s'attend à la démission du chef de l'Etat. Des bruits alarmistes circulent, concernant un putsch militaire...



Volonté profonde de changement à la base, paralysie du pouvoir au sommet, large union dans la lutte entre ouvriers, intellectuels, petits paysans, la crise sociale qui ébranle la France répond à merveille au schéma léniniste de la situation révolutionnaire.

Le rapport des forces entre les classes ne cesse d'évoluer au profit des travailleurs. Le 13 mai 1968, la classe ouvrière a pris conscience de sa force, en même temps qu'elle mesurait la faiblesse réelle du pouvoir. A mesure qu'elle s'engage dans la lutte, son niveau d'exigence s'élève. Ce qui lui semblait inaccessible hier, lui paraît aujourd'hui un minimum sur lequel on ne saurait transiger. Pour des millions de travailleurs le centre de la gravité des luttes se déplace des revendications purement quantitatives et professionnelles à des objectifs de luttes politiques qui débouchent directement sur la question du pouvoir. D'abord sur la défensive (manifestation du 13 mai contre la répression), le mouvement passe à l'offensive (grève généralisée avec occupation d'usines) et s'oriente vers l'épreuve de force avec l'Etat bourgeois. Le processus objectif de la révolution est allé aussi loin que possible. A un certain stade, il aurait fallu qu'une force consciente et structurée oriente et organise le mouvement spontané des masses sur la voie du soulèvement insurrectionnel. Cette force consciente et structurée s'appelle le Parti Révolutionnaire. Comme chacun sait, elle fait aujourd'hui cruellement défaut. Le Parti Communiste et la C.G.T. sont parvenus très vite à reprendre le contrôle de la grève. Loin d'organiser le mouvement de masse pour l'épreuve de force avec le pouvoir, les dirigeants « communistes » n'ont ménagé aucun effort pour désamorcer la bombe et démobiliser les travailleurs.

Le Général de Gaulle a fait preuve d'une bien basse inoratitude en tonnant, jeudi soir, contre « le parti de la subversion totalitaire ». Il est vrai qu'il annonçait en même temps la dissolution de la Chambre.

Campagne électorale oblige !



## LES DIRECTIONS OUVRIERES FACE AU MOUVEMENT

La direction du parti (et de la C.G.T.) n'a ni prévu, ni déclenché, ni compris le mouvement. Jusqu'au vendredi 10 mai, elle attaquait violemment « l'agitation étudiante », réduite aux tribulations d'une minorité irresponsable. Elle n'a jamais lancé le mot d'ordre de grève générale. Dans la plupart des grandes entreprises, ce sont les jeunes ouvriers, souvent inorganisés qui spontanément ont pris l'initiative de la grève et imposé l'occupation des locaux. La masse des travailleurs a approuvé leur action, contraignant ainsi les directions syndicales à emboîter le pas. Encore n'ont-elles pas saisi la nature du mouvement. Les responsables syndicaux ont voulu voir dans la grève un simple mouvement revendicatif particulièrement puissant. Pourtant les travailleurs s'étaient jetés dans la lutte sans même s'être préoccupés de formuler leurs revendications syndicales. C'est la question du pouvoir qui se trouvait posée. La grève se situait d'emblée sur le terrain politique.

Ces détails ont complètement échappé aux dirigeants confédéraux. Aussi se sont-ils empressés d'avoir les négociations avec le gouvernement Pompidou, considéré comme « interlocuteur valable » au moment même où dix millions de travailleurs ne reconnaissaient plus son autorité et luttaient pour sa démission. Le protocole d'accord, conclu avec ce gouvernement et le patronat a reçu l'accueil que l'on sait de la part de la base ouvrière. Les ouvriers, qui ne se battaient pas pour des miettes, mais pour que « ça change », ont conspué les dignitaires syndicaux venus leur présenter complaisamment ces « victoires ».

En dépit de l'absence de mot d'ordre de grève générale, la grève s'est généralisée comme jamais. Des millions de travailleurs inorganisés s'éveillaient à la conscience de classe et entraient activement dans la lutte. Le problème de la mobilisation et de l'organisation de ces millions de combattants nouveaux, se posait avec acuité. Non seulement les directions du P.C.F. et de la C.G.T. n'ont pas assumé l'organisation à la base des masses ouvrières récemment venues à l'action politique, mais encore elles se sont opposées aux tentatives allant dans ce sens et se sont ingénies à détruire les formes d'organisation spontanée qui avaient surgi ici et là.

Les responsables du parti et du syndicat, dans les entreprises occupées, ont « conseillé » aux travailleurs de regagner leur foyer. L'occupation de l'usine, la marche de la grève devant resté l'affaire du syndicat. Ce sont les délégués syndicaux qui formeront le Comité de grève. Rares sont les Comités de grève régulièrement élus par tous les travailleurs en lutte et responsables devant eux. Le plus souvent, ils sont composés des habituels bonzes syndicaux. Dans ces conditions, l'occupation d'usine devient quasiment symbolique : les « occupants » ne constituent que des piquets de grève élargis. Rares sont les usines où les militants profitent de la situation pour assurer l'éducation politique de la masse des travailleurs. Dans les ateliers déserts, quelques ouvriers syndiqués tuent le temps en parties de belote. Des millions de grévistes restent dispersés, chacun chez soi, suspendu à son transistor. Sur ces travailleurs dispersés, les menaces gaullistes, la campagne d'intoxication de

